

blique de Venise ; mais à quel résultat sommes-nous parvenus, trente-quatre ans après que Venise a fait retour à l'Italie¹? »

La guerre serbo-turque de 1877 trouva encore en Italie quelques survivants des vieilles bandes garibaldiennes capables de passer le canal d'Otrante et d'aller faire cause commune, en Bosnie-Herzégovine, avec les insurgés — mais non point un gouvernement assez fort ou une diplomatie assez habile pour mettre au jeu de la question d'Orient. Au Congrès de Berlin, le plénipotentiaire Cortis n'essaya même pas de faire prévaloir une vue d'équilibre adriatique, à laquelle n'étaient opposés, dit-on, ni Bismarck, ni Beaconsfield : il s'agissait d'autoriser le gouvernement de Rome à occuper l'Albanie, à titre de compensation des avantages qu'allait recueillir l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine. En sa personne, non seulement la politique italienne sortit du Congrès, comme elle y était entrée, les mains vides : il lui échappa qu'elle venait de laisser poser contre elle-même un principe qui, tôt ou tard, devait amener

1. *L'equilibrio dell' Adriatico*, p. 6,